



**HAL**  
open science

## Façonner sa place, agir sur son rond-point. Une lecture sommaire de Nuit debout (2016) et des Gilets jaunes (2018) à Caen à la lumière d'Henri Lefebvre

Charif Elalaoui, Pierre-Alexandre Delorme

### ► To cite this version:

Charif Elalaoui, Pierre-Alexandre Delorme. Façonner sa place, agir sur son rond-point. Une lecture sommaire de Nuit debout (2016) et des Gilets jaunes (2018) à Caen à la lumière d'Henri Lefebvre. Rencontre internationale. Henri Lefebvre et la production de l'espace : agencements de résistance au capitalisme, May 2021, Montevideo, Uruguay. hal-03431602

**HAL Id: hal-03431602**

**<https://hal.science/hal-03431602>**

Submitted on 16 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*Français*

## **Façonner sa place, agir sur son rond-point.**

*Une lecture sommaire de *Nuit Debout* (2016) et des *Gilets jaunes* (2018) à Caen à la lumière  
d'Henri Lefebvre.*

**Elalaoui Charif**  
**Doctorant en sociologie**  
**Université de Caen Normandie**  
**France**

**Delorme Pierre-Alexandre**  
**Doctorant en sociologie**  
**Université de Caen Normandie**  
**France**

## Résumé

À partir de la triade lefebvrienne de la production de l'espace – *perçu, conçu et vécu* (Lefebvre, 2000) –, nous proposons d'analyser la dimension spatiale de Nuit debout, et en particulier du mouvement des Gilets jaunes comme relevant d'un imaginaire en rupture avec l'institué, producteur d'un temps-espace « différentiel » (Lefebvre 2020).

Dans *La Production de l'espace*, Henri Lefebvre précise que l'espace abstrait impose le primat du spatial sur le temporel. Les stratégies d'occupation qui traversent les mouvements sociaux en sont le reflet. La justification de l'occupation étant souvent de se doter d'un espace d'organisation matérielle pour se libérer du temps institué. Ainsi, en détournant des espaces de leur fonction, l'appropriation spatiale permettrait d'imposer une temporalité autre que celle de l'espace abstrait, une temporalité propre au mouvement. Dès lors, l'espace est à envisager comme produit des différents rapports sociaux structurant la société. De la brutalité marchande et fonctionnaliste ; de la relégation raciale ; ou de la domination masculine, un espace n'est jamais vide. Penser en ces termes revient à penser l'espace social comme une production humaine et politique.

Si les deux mouvements sociaux se sont caractérisés par leurs stratégies d'occupation, par un détournement de l'espace de ses fonctions dominantes (circulation des flux et des marchandises), le degré de radicalité de ces subversions apparaît inégal, dans la mesure où les Gilets jaunes ont inscrit de nouveaux rapports dans des lieux considérés traditionnellement comme « non politiques », comme les ronds-points, tandis que Nuit Debout aurait cherché davantage à conserver un usage institué de l'espace : la possibilité de se rassembler sur la place publique. S'emparant des ronds-points, les Gilets jaunes ne tardent pas à transformer ces derniers en lieux d'action, d'organisation et de sociabilité. Si l'institution du mouvement social impose souvent de se doter d'un espace pour organiser la lutte, l'espace produit par les Gilets jaunes semble à ce titre plus révélateur d'une fraction de classe dans le choix de l'espace occupé.

Il s'agira donc, à partir d'observations ethnographiques, d'entretiens, de travail d'archives, menées sur Nuit Debout en 2016 et le mouvement des Gilets jaunes dans l'agglomération caennaise tout au long de la séquence 2018-2019 (mais aussi 2020), d'interroger la dimension spatiale et politique de ces mouvements en analysant l'espace produit et la manière dont il s'articule à l'espace perçu institué, soit « l'espace dominant » des sociétés néolibérales (Lefebvre, 2020) ; de voir dans quelle mesure se construit une subjectivité collective, créant un commun, en contradiction avec la conception dominante qui fragmente les pratiques ; et enfin de questionner les rapports de ces deux mouvements à la transformation, radicale ou non, de l'espace.

## Resumen

A partir de la triada conceptual lefebvrianna de la producción del espacio – *percibido, concebido, vivido* (Lefebvre, 2000) –, proponemos analizar las dimensiones espaciales de Nuit debout, y especialmente el movimiento de los Gilets jaunes (Chalecos amarillos con referencia al chaleco de alta visibilidad utilizado por los automovilistas) como vinculado con un imaginario en ruptura con el instituido, productor de un tiempo-espacio « diferencial » (Lefebvre 2020).

En *La Producción del espacio*, Henri Lefebvre precisa que el espacio abstracto impone el primado del espacial sobre el temporal. Así lo reflejan las estrategias de ocupación que atraviesan los movimientos sociales. La justificación es regularmente de dotarse de un espacio material de organización para liberarse del tiempo instituido. Así, desviando espacios de sus funciones, la apropiación espacial permitiría de imponer otra temporalidad que la del espacio abstracto, una temporalidad propia del movimiento. Por lo tanto, el espacio debe considerarse como producto de las diferentes relaciones sociales estructuradoras de la sociedad. Un espacio nunca es vacío de la brutalidad económica y funcionalista; de la relegación racial; o de la dominación masculina. Pensar en esos términos equivale a pensar el espacio social como una producción humana y política.

Si los dos movimientos sociales se caracterizan por sus estrategias de ocupación, por un desviación del espacio de sus funciones dominantes (circulación de flujo y de mercancías), el grado de radicalidad de estas subversiones aparece desigual, en la medida en que los *Gilets jaunes* han incluido nuevas relaciones en lugares que se consideran tradicionalmente como “no políticos”, como las rotondas, mientras que *Nuit Debout* habría más buscar a mantener un uso histórico e instituyo del espacio: la posibilidad de reunirse en la plaza pública. Apoderándose rotondas, los *Gilets jaunes* no tardan a transformar esos últimos en lugares de acción, de organización y de sociabilidad. Si la institución del movimiento social impone a menudo de dotarse de un espacio para organizar la lucha, el espacio producido por los *Gilets jaunes* parece a este respecto mas significativo de un sector de clase en la selección del espacio ocupado.

Habrà, por consiguiente, a partir de observaciones etnogràficas, de entrevistas, de un trabajo de archivo, realizados sobre *Nuit Debout* en 2016 y el movimiento de los *Gilets jaunes* en el àrea metropolitana de Caen a lo largo de secuencia 2018-2019 (pero 2020 tambièn), de interrogar la dimensiòn espacial y polìtica de estos movimientos analizando el espacio producido y la manera que se articula al espacio percibido instituyo, es decir el “espacio dominante” de las sociedades neoliberales (Lefebvre, 2020); de ver en que medida se construye una subjetividad colectiva, creando un comùn en contradicciòn con la concepciòn dominante que fragmenta mas practicas; y por ultimo de cuestionar la transformaciòn, radical o no, del espacio.

### **Palabras clave**

Movimientos sociales ; Henri Lefebvre ; *Nuit Debout* ; *Gilets jaunes* ; Caen

### **Mots clés**

Mouvements sociaux ; Henri Lefebvre ; *Nuit Debout* ; *Gilets jaunes* ; Caen ;

## Introduction

Le 17 novembre 2018, la France se réveille vêtue de jaune. Ce jour-là, beaucoup de chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales (SHS), mais aussi de syndicats, de collectifs militants et certains partis, observent l'émergence de pratiques militantes et de fractions de la population (Gilets jaunes, 2018) complètement invisibles dans les manifestations, occupations, classiques... Les espaces investis (Blavier, Walker, 2021) paraissent aussi surprenants qu'efficaces. L'augmentation des prix du carburant (issue de l'augmentation de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE)) déclenche<sup>1</sup> le mouvement des Gilets Jaunes (GJ). En une journée, les GJ normands et normandes ont bloqué le périphérique caennais (Elalaoui *et al.*, 2021), provoquant ainsi de forts ralentissements de la circulation routière allant jusqu'à la fermeture des voies routières, ou encore la gratuité des péages, et ont occupé de nombreux ronds-points, fragmentant ainsi *la réalité urbaine* (Lefebvre, 2000). Il ne s'agit plus dès lors de zones de transition de la marchandise, ou de réseaux de circulation liant lieux de production et de reproduction, domicile - travail, mais bien d'espaces de vie où renaît la *solidarité* (Challier, 2019). La possibilité de vivre autrement et d'envisager son quotidien (social et politique) différemment s'expérimentent dans ces espaces de subjectivation et de conscientisation collective.

Ce texte<sup>2</sup> repose sur deux enquêtes qualitatives (dont l'une est encore en cours). Concernant Nuit Debout, il s'agit de données de terrain provenant de matériaux d'archives et d'observations participantes non structurées<sup>3</sup> menées par Pierre-Alexandre Delorme à partir du 9 avril 2016, au cours de différentes assemblées de Nuit Debout, jusqu'au 24 juin 2016. Ces assemblées furent tenues dans un premier temps sur la Place Saint-Sauveur, l'une des plus grandes places de la ville caennaise en Normandie, au cœur du quartier Saint-Sauveur, situé dans le centre historique, habité tant par une population étudiante plus ou moins dotée que par des cadres et professions intermédiaires. Ancien parking, la place est transformée en espace piétonnisé en 2012 et comporte plusieurs monuments classés. Dans un second temps, c'est sur la Place de la République que les Nuits Debout se déroulent, une autre place du centre-ville dont deux parties sont dévolues à des espaces de parking, essentiellement bordées de bâtiments d'agences bancaires, immobilières, de conseils, des commerces de restauration et hôtellerie. C'est

---

<sup>1</sup> Il s'agit d'un élément déclencheur, mais nullement exclusif, comme nous l'ont témoigné un certain nombre de Gilets jaunes à Caen durant notre première observation ethnographique ce 17 novembre 2018. Il s'agit d'un « ras-le-bol général », et un pouvoir d'achat Igor Martinache, « L'impouvoir d'achat », *La Vie des idées*, 7 mai 2019, <https://laviedesidees.fr/L-impouvoir-d-achat.html>. de plus en plus affecté ne permettant pas de s'en sortir. Rapidement, le mouvement intègre une multiplicité de revendications (politiques, sociales, économiques, etc.).

<sup>2</sup> Ce dernier a été conçu au début comme une communication pour la *Rencontre internationale. Henri Lefebvre et la production de l'espace: agencements de résistance au capitalisme. Montevideo, Uruguay, 2020*. Reportée à cause du contexte pandémique mondial.

<sup>3</sup> Avec moins de régularité d'observation sur les Nuits Debout en semaines.

également une place sur laquelle se réunissent à l'époque des sans domicile fixe et où sont organisées des maraudes. L'étude du mouvement des GJ repose sur un échantillon issu d'une enquête qualitative menée par Charif Elalaoui<sup>4</sup> pour sa thèse de doctorat en cours sur le mouvement des GJ à Caen, en Normandie. Il comporte des observations ethnographiques et participantes effectuées depuis le 17 novembre 2018 dans des manifestations, sur des ronds-points, lors d'assemblées générales ou citoyennes, d'assemblées des assemblées. Il a réalisé également une trentaine d'entretiens approfondis avec les acteurs et actrices de ce mouvement, dont quelques extraits seront mobilisés pour étayer l'analyse du mouvement des GJ. Un travail d'archives (tracts, presse locale) lui servira également d'appui.

Il s'agira donc, à partir de ces éléments ethnographiques, d'interroger la dimension spatiale de ces mouvements en analysant l'espace produit et la manière dont il s'articule à l'espace perçu institué, soit « l'espace dominant » des sociétés néolibérales (Lefebvre, 2020) ; de voir dans quelle mesure se construit une subjectivité collective, créant un commun, en contradiction avec la conception dominante qui fragmente les pratiques ; et enfin de questionner les rapports de ces deux mouvements à la transformation, radicale ou non, de l'espace. Avant tout chose, précisons le contexte historique et la spécificité de notre approche.

### **1. Le contexte historique et l'approche des mouvements d'occupation**

En France, le 9 mars 2016, le gouvernement socialiste sous la présidence de François Hollande annonce une réforme du code du travail dans un climat social déjà mouvementé par la promulgation de l'« état d'urgence » en novembre 2015, à la suite des attentats terroristes et de nombreuses manifestations exigeant l'abrogation de mesures liberticides. Le mouvement dit « contre la loi travail » (2016) ne tarde pas à prendre forme dans les rues, mais également à occuper divers espaces urbains. Mouvement réactif et revendicatif dans sa forme, il mobilise les forces habituelles des mouvements sociaux de gauche en France : les organisations syndicales réformistes ou révolutionnaires, certains partis politiques d'« extrême gauche », les forces autonomes ou libertaires, des étudiants et étudiantes et de nombreux secteurs précaires dont les intermittent·es du spectacle sont souvent le fer de lance. C'est dans ce contexte qu'apparaît le mouvement Nuit Debout. Initié par des soutiens ou des fractions proches de certains partis de gauche (ou par le réalisateur et actuel député François Ruffin, la rédaction du journal Fakir, la Compagnie Jolie Môme, le philosophe Frédéric Lordon, etc.) et très vite investi par leurs

---

<sup>4</sup> Il participe par ailleurs à un collectif de recherche caennais composé de géographes (Eso-Caen) et de sociologues (CERReV), créé autour de Laura Pauchard (I.E, Eso-Caen), ayant mené une enquête quantitative avec l'administration de N=218 questionnaires *in situ* dans les manifestations en centre-ville et sur deux ronds-points à Caen, et qualitative en cours de réalisation, sur le mouvement des GJ localement. Collectif impliqué aussi au sein de l'ANR GJ, 2020 (axe 2 « Configurations et spatialités du mouvement des Gilets jaunes » Res. Étienne Walker (géographe, Eso-Caen). Charif Elalaoui participe aussi à des collectifs nationaux autour du mouvement des GJ composés de chercheurs et chercheuses venant de différentes universités et centres de recherche.

militant·es et sympathisant·es, il émerge d'un appel faisant suite à un rassemblement à la Bourse du Travail de Paris et aux côtés de nombreux acteurs et actrices des luttes dans le secteur industriel (Goodyear, Continental, Air France, etc.). Il puisera grandement son inspiration des « Printemps Arabes » et de ce que l'on appelle plus largement « le mouvement des places » (Guichoux, 2016), à commencer par les *Indignados* espagnols (Combes, Garibay, Goirand, 2015). L'idée est en effet d'occuper la Place de la République de Paris le 31 mars 2016 et de faire exister la journée autrement que par la seule manifestation. Plusieurs figures de la gauche militante sont présentes ce premier soir. Les forces de l'ordre délogent les occupants tôt le matin, mais le succès de la journée du 31 mars et de la première Nuit Debout sont tels que la Place sera (ré)occupée le soir même, inaugurant un calendrier propre au mouvement avec la journée du « 32 mars 2016 »<sup>5</sup>. Très rapidement, le mouvement se décline dans différentes villes, sous la forme d'occupations nocturnes de places publiques des centres métropolitains, comme à Caen. Le mouvement sera souvent réinscrit dans une continuité historique des mouvements de contestations de gauche, tout en lui attribuant un caractère novateur. Certains médias en souligneront le caractère festif, et traiteront du mouvement positivement comme négativement, catégorisant le public constitué : de « bobos », « d'anars », de « punks à chien ».

Près de deux ans et demi plus tard, c'est un autre mouvement social, le mouvement des GJ dont les espaces occupés sont bien plus variés, qui suscitera l'intérêt de la sociologie des mouvements sociaux (SMS).

Partant d'une démarche inductive, les travaux relatifs à la SMS se focalisent généralement sur la sociographie des participant·es ; leurs rapports au politique, ou à la post-politique (Melucci, 1983) dans le sillage de la théorie tourainienne (1978) des nouveaux mouvements sociaux ; sur les valeurs et revendications soulevées par les manifestant·es au travers de leur mise en perspectives avec celles d'autres mouvements sociaux, etc. L'entrée par l'espace apparaît dans certains travaux comme : F. Ripoll, 2005 ; Offerlé, 2008 ; Mathieu, 2012 ; Harvey, 2015 ; Combes, Garibay, Goirand (dir), 2015 ; C. Hmed, L. Jeanpierre, 2016 ; Fillieule, Mathieu, Péch (dir), 2020 ; donnant ainsi des clés de compréhension et d'analyse de la dimension spatiale des mouvements sociaux. Chez Charles Tilly (2015) l'espace revêt aussi une importance particulière par le *répertoire* d'actions collectives où le mouvement social prend corps dans l'espace public. Ainsi, qu'il s'agisse de la place El Tahrir au Caire, en Égypte, de la Tunisie ou dans différentes villes marocaines en 2011 lors du « Printemps Arabe » (Bennani-Chraïbi, Jeghlal, 2012 ; Elalaoui, 2018), ou dans des manifestations au Chili, à Hong-Kong en 2019, ou à la place de la République, entre autres, avec

---

<sup>5</sup> Les « nuitdebutistes » ont créé leur propre calendrier symbolique qui commence à partir de la date de la première occupation le 31 mars 2016.

Nuit Debout en 2016, le mouvement social s'approprié et sature les lieux de symboles et de *répertoire*.

Tout en s'inscrivant dans la continuité de ces travaux, la trame théorique de notre développement repose sur la conception lefebvrienne de l'espace. Dans *La Production de l'espace* (2000), Henri Lefebvre précise que l'espace abstrait impose le primat du spatial sur le temporel. Les stratégies d'occupation qui traversent les mouvements sociaux en sont le reflet. La justification de l'occupation étant souvent de se doter d'un espace d'organisation matérielle pour se libérer du temps institué. Ainsi, en détournant des espaces de leur fonction, l'appropriation spatiale permettrait d'imposer une temporalité autre que celle de l'espace abstrait, une temporalité propre au mouvement. Il est ici cohérent de recourir à la triade dialectique lefebvrienne de l'espace : *perçu, conçu, vécu* (2000). Dans la démarche lefebvrienne, l'espace n'est pas à appréhender de manière fragmentée et découpée entre des espaces spécifiques, « espace vide » ou « neutre », puisque ces découpages sont le reflet de la division sociale du travail, opérés pour diluer une totalité entièrement contrôlée. De même, le vécu se perd au sein de ces fragmentations, laissant place à des abstractions et des représentations générales de l'espace façonnées par les spécialistes (technocrates, politiques, urbanistes, etc.). Il s'agit d'envisager l'espace comme produit des différents rapports sociaux structurant la société. De la brutalité marchande et fonctionnaliste ; de la relégation raciale ; ou de la domination masculine, un espace n'est jamais vide. Penser en ces termes revient dès lors à penser l'espace social comme une production humaine et politique. Si les deux mouvements sociaux se sont caractérisés par leurs stratégies d'occupation, par un détournement de l'espace de ses fonctions dominantes (circulation des flux et des marchandises), le degré de radicalité de ces subversions apparaît inégal, dans la mesure où les Gilets jaunes ont inscrit de nouveaux rapports dans des lieux considérés traditionnellement comme « non politiques », comme les ronds-points, tandis que Nuit Debout aurait cherché davantage à conserver un usage institué de l'espace : la possibilité de se rassembler sur la place publique<sup>6</sup>.

## 2. L'agora comme imaginaire social : le cas de Nuit Debout à Caen

Henri Lefebvre nous renseigne sur la dimension spatiale des conflits et des luttes. Ainsi, dans *La Production de l'espace*, il écrivait que :

« La ville et ses périphéries deviennent le théâtre des actions qui ne peuvent plus se localiser dans les entreprises et les bureaux. Comment viser le pouvoir sans

---

<sup>6</sup> L'occupation de la place en elle-même ne semble pas avoir significativement déranger le quotidien urbain si ce n'est comme espace de rencontre contre un usage marchand de l'espace. L'intervention policière du 15 avril 2016 sur la Place Saint-Sauveur démontre cependant que le mouvement a pu représenter une crainte pour les forces de l'ordre de voir le mouvement s'établir de façon plus continue et régulière. L'intervention est également justifiée par la non déclaration en Préfecture du rassemblement, à la différence des Nuits Debout parisiennes, bénéficiant d'une autorisation jusqu'à minuit ou 1h du matin.



atteindre les lieux du pouvoir, sans les occuper, sans construire une morphologie politique nouvelle, impliquant la critique en acte de la morphologie ancienne ? Et par conséquent du statut lui-même du (de la) Politique ? » (p.445)

Les centres urbains sont les lieux où se reproduisent toutes sortes de rapports sociaux, notamment de production. Ils représentent un enjeu pour les luttes sociales au-delà des espaces de l'entreprise. Au cours du printemps 2016, la forte présence de la thématique de l'éclatement, de l'isolement et de la sectorialisation des luttes chez les différent·es actrices et acteurs du mouvement, et la nécessité de les faire converger, de même que le renouveau des stratégies d'occupation, semblent corroborer les propos de Lefebvre. Le contexte de l'« état d'urgence » menaçant le droit de réunion et de manifestation, de même qu'une volonté assez largement partagée au cours de la mobilisation de vouloir exister sur d'autres temporalités que la manifestation, expliquent en partie l'émergence et le succès du mouvement Nuit Debout. De l'aveu même des initiatrices et initiateurs parisiens, le mouvement n'a pas été spontané et a nécessité un travail d'organisation en amont<sup>7</sup>. S'il s'agissait de se réappropriier les places *perçues* comme espaces de rassemblement démocratiques, peut-on parler de Nuit Debout comme d'un contre-espace<sup>8</sup> ?

Le mouvement Nuit Debout est-il parvenu à transformer la pratique spatiale dominante (l'association de la réalité quotidienne et de la réalité urbaine) ? Si l'espace de Nuit Debout semble d'une part s'attaquer à la conception quantitative de l'espace (l'espace froid, fonctionnel des concepteurs à finalité marchande), et relève d'autre part d'une appropriation de l'espace dominé politiquement, l'espace de Nuit Debout, sa raison d'être, émane d'une volonté de désigner et de critiquer une démocratie représentative dysfonctionnelle, voire de la réformer par les contours d'une nouvelle « Constitution » davantage qu'« une critique *radicale* du (de la) Politique et de l'État » (*Ibid*, p. 445, nous soulignons).

Lors de nos observations des assemblées générales étudiantes, ainsi que des commissions et assemblées plénières de Nuit Debout à Caen, nous avons pu constater une préoccupation continue pour la question de l'occupation et de l'usage de l'espace. Du côté des assemblées étudiantes, l'objectif du blocage de l'université et des occupations d'amphithéâtres et de

---

<sup>7</sup> « François Ruffin: "Nuit debout n'a pas été un mouvement spontané, il a fallu l'organiser" », in *Télérama*, 06/04/2016, <https://www.telerama.fr/monde/francois-ruffin-nuit-debout-n-est-un-mouvement-spontane-il-a-fallu-l-organiser,140743.php>

<sup>8</sup> Un espace où la valeur d'usage prime sur la valeur d'échange, où l'espace est pensé comme œuvre plutôt que comme produit. C'est une forme de résistance à la conception dominante fonctionnelle, quantitative et homogène de l'espace qui se traduit par des formes d'appropriation où « d'alternative d'abord utopienne à l'espace "réel" existant. » (Lefebvre, 1974, p. 403). Certains espaces peuvent produire l'illusion d'être des contre-espaces, tels les loisirs selon Lefebvre, extensions de l'espace dominé, pensés fonctionnellement et hiérarchiquement, qui assurent finalement une reproduction des rapports sociaux, notamment de production, « partie intégrante-intégrée du "système" » (*Ibid* : p. 442).

bâtiments<sup>9</sup> était expressément pensé en vue de libérer du temps pour l'organisation du mouvement. Les étudiantes et étudiants boursiers risquant de perdre leurs droits en cas d'absence, il convenait d'enrayer la tenue des cours pour permettre la participation d'une part plus grande de ces dernières.

S'agissant des Nuits Debout sur lesquelles nous centrons essentiellement notre propos, l'occupation de places apparaissait comme un enjeu de réappropriation de l'espace public représenté comme espace démocratique<sup>10</sup>. Les Nuits Debout caennaises ont été essentiellement localisées dans le centre-ville caennais. Les trois premières apparaissent à la suite des manifestations organisées lors des journées de mobilisation, dans la volonté expresse de rompre avec la seule manifestation comme forme de mobilisation, sans pour autant se restreindre au seul mouvement contre la loi travail. La première Nuit Debout caennaise a eu lieu le 2 avril 2016, puis la seconde le 9 avril. À partir du 15 avril, date à laquelle le mouvement caennais connaîtra une forte répression policière au cours de sa troisième nuit, les rendez-vous deviennent quotidiens. En raison de cette répression du mouvement, les Nuits Debout sont pendant quelques temps moins fréquentées.

Rapidement, l'espace de Nuit Debout s'agence de manière régulière. Les discussions débutent en général vers 18h en semaine. Les jours et Nuits Debout organisés les dimanches et jours fériés (notamment le 1<sup>er</sup> mai 2016 dans la poursuite de la manifestation) s'installent entre 13h et 15h pour se poursuivre jusque dans la soirée. Des cantines sont aménagées et différents ateliers prévus pour animer les journées. L'espace Nuit Debout est essentiellement pensé autour de moments de débats, d'échanges, de discussions et de délibération. Ainsi, une fois l'assemblée démarrée, des commissions se structurent sous forme d'ateliers, afin de débattre de sujets politiques (démocratie, liberté, féminisme, écologie), économiques (monnaies locales, dette européenne, chômage), en lien avec le mouvement contre « la loi Travail » (répression policière, actions), etc. Du fait de l'imbrication de nombreuses thématiques et de l'impossibilité de participer à toutes les discussions, les commissions restituent le contenu de leurs échanges en

---

<sup>9</sup> Dans un premier temps une occupation en partie négociée avec la présidence de l'Université de Caen Normandie de l'amphithéâtre Tocqueville, puis l'occupation du bâtiment Lettres sur le campus 1, un des bâtiments historiques des mobilisations étudiantes caennaises à partir du 30 mars 2016 et débloqué au cours de la manifestation du 31 mars. L'amphithéâtre Tocqueville sera réoccupé du 17 avril au 18 mai, et délogé au petit matin par des forces de police. Une tentative de réoccupation aura lieu à la suite de la manifestation du 19 mai, mais le cortège de manifestant·es subira une intervention des forces de l'ordre sur le terrain de l'université, usant massivement de gaz lacrymogènes. Plusieurs manifestant·es seront également blessé·es par les forces de police au cours de cette intervention.

<sup>10</sup> L'appel à initier le mouvement Nuit debout à Caen sera porté par Radio Racailles, une radio militante constituée dans la suite du Journal Racailles émanant des manifestations contre le Contrat Première Embauche (CPE) en 2006. Il appelait à occuper l'espace public et organiser « une agora géante pour dire et construire ensemble ce que nous voulons » et à faire « place à l'intérêt général » voir l'événement numérique <https://www.facebook.com/events/1166088220098249/>

assemblée plénière aux environs de 17h pour les journées debout et 20h en semaine. Si Nuit Debout peut être essentiellement défini à partir de ces moments, il n'en reste pas moins qu'un grand nombre de participantes et participants sont fortement présentes lors des manifestations, d'actions en soutien à des secteurs en lutte, mais également dans d'autres espaces d'assemblée, à l'université de Caen Normandie ou auprès des intermittents et intermittentes dans un théâtre occupé. Les rendez-vous liés au mouvement contre « la loi Travail » sont relayés lors des Nuits Debout, mais également via les plateformes numériques. Ces différentes temporalités ont su constituer un espace propice à des formes de socialisation politique, constituant pour un certain nombre de « nuitsdeboutistes » la première expérience d'un mouvement social, de même qu'elles ont été l'occasion de rencontres et de développements de formes d'entraide et de solidarités.

Mais qu'en est-il de l'appropriation de l'espace ? Contrairement à ce que nous avons observé sur les occupations universitaires, l'occupation de la place était extrêmement restreinte dans le temps, et la dimension *vécue* de cet espace limitée à ces temporalités démocratiques et festives (plusieurs concerts, projections sont organisées pour animer autrement les soirées que par les seules commissions). L'appropriation spatiale des deux places centrales caennaises passait entre autres par l'aménagement de bancs, de décorations, une forme d'urbanisme spontané et éphémère car limité aux moments de présence sur la place, de même que par la volonté de renommer la place. Les noms proposés traduisent d'ailleurs les *représentations* spatiales qui traversaient l'espace Nuit Debout, référence à l'imaginaire social institué de la démocratie grecque et moderne : « Place des Idées », « l'Agora », « Place des citoyens », « Place du peuple libre » entre autres. Ces représentations expliquent notamment la difficulté pour les « nuitsdeboutistes » à quitter l'espace public hyper-central pourtant reconnu comme un enjeu pour le mouvement.

Le choix des localisations dans le centre-ville caennais sera souvent discuté pour aboutir à une tentative d'ouvrir sur les quartiers périphériques et populaires peu représentés au sein des assemblées. Organisées dans un premier temps sur la Place Saint-Sauveur située dans le centre historique caennais, un changement sera initié le 28 mai 2016 pour que les Nuits Debout se déroulent sur la Place de la République (située plus au sud du centre-ville caennais dotée d'un petit amphithéâtre à proximité de la Préfecture du Calvados), en écho au lieu de rassemblement parisien d'où émergeait le mouvement. La Place de la République deviendra dès lors le lieu de rendez-vous des Nuits Debout caennaises jusqu'à la fin du mouvement. Le 13 mai 2016, une Nuit Debout est organisée dans le quartier de la Guérinière (quartier populaire situé au sud-est de la ville et qui concentre un taux de pauvreté de 51,9 % en 2014<sup>11</sup>) mais l'assemblée de la Place

---

<sup>11</sup> <https://sig.ville.gouv.fr/Cartographie/QP014003>

Saint-Sauveur est maintenue en parallèle.<sup>12</sup> Ce n'est qu'à l'occasion d'un soutien au blocage des routiers le 17 mai 2016 que la majorité des participants et participantes aux Nuits Debout organisées Place Saint-Sauveur se délocaliseront pour tenir une assemblée et un concert sur le piquet du centre routier de Cormelles le Royal. Cette surreprésentation de Nuit Debout dans l'espace hyper-central traduit une reproduction d'un espace urbain fragmenté que le mouvement n'est pas parvenu à dépasser, de même qu'un espace *perçu*, la place de centre-ville, fortement signifiant pour une majorité de « nuitsdeboutistes » en tant qu'Agora, espace démocratique, mais peu signifiant pour les populations issues des quartiers périphériques et populaires largement exclues de la vie quotidienne des centres urbains. En tant qu'espace de rassemblement festif, il reproduit également les fractures socio-spatiales de la quotidienneté urbaine. La population festive quotidienne et hebdomadaire de la vie nocturne dans l'espace hyper-central récréatif caennais est principalement composée de jeunes issues des classes moyennes et supérieures à la différence des jeunes des classes populaires habitant plus souvent en périphérie et aux pratiques festives plus occasionnelles (Walker, 2018 ; p.123-124, 161).

La sociographie du mouvement est aussi intéressante à cet égard. Il rassemblait en majorité des participants et participantes, pour beaucoup précarisé·es, issues du milieu universitaire et de l'enseignement, de même que des intermittent·es du spectacle et des associatifs et associatives, comme un collectif d'enquête a pu le constater sur les Nuits Debout parisiennes (Blavier et als., 2017). Il ne semble pas que nos observations puissent permettre de classer les participants et participantes de Nuit Debout comme des individus dotés d'un « capital militant » pour reprendre la formulation économique malheureuse (Matontin, Poupeau, 2004) des trajectoires et des socialisations militantes. Certes, une partie des organisateurs et organisatrices, des intervenant·es et participantes participants réguliers faisaient partie du paysage militant caennais, ou bien correspondent à cette classification opérée par Lilian Mathieu (2012) :

« Être issu[e] d'une famille elle-même riche en expériences contestataires et où ont pu s'opérer dès le plus jeune âge des formes d'apprentissage militant (accompagner ses parents aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai, par exemple), avoir connu de multiples activités associatives dans sa jeunesse, être passé par le scoutisme ou le militantisme étudiant, travailler dans un milieu professionnel fortement syndicalisé... Constituent autant de modalités d'acquisition de compétences à l'action collective, prédictives d'une forte propension à l'engagement. » (p.148-149).

---

<sup>12</sup> La préoccupation de faire sortir le mouvement des centres urbains se traduira par une branche du mouvement nommée Banlieue Debout, principalement représenté par les assemblées de Montreuil initiées par l'acteur Almamy Kanouté. Si certaines assemblées parviendront à se constituer dans les quartiers périphériques, les banlieues, les « nuitsdeboutistes » des espaces centraux ne s'y rendront qu'assez peu, reproduisant une conception fragmentaire de l'espace.

Cependant, s'il est indéniable que les Nuits debout caennaises ont attiré de tels profils sociologiques, il convient de souligner d'une part que leur arrivée dans l'espace Nuit Debout ne s'est pas faite immédiatement en raison des assemblées générales et des occupations sur l'université ; et d'autre part que leur surreprésentation lors des temps de prise de parole tend à effacer la présence d'individus aux trajectoires moins fréquentes, mais cependant tout aussi prompts à l'engagement du fait de l'imaginaire citoyen déployé assez largement pour rassembler des catégories sociales assez hétérogènes : dysfonctionnement du système démocratique, oligarchie, renouvellement de la constitution, éducation, un « Nous » unificateur et évocateur du peuple au-delà des fractions de classes, des ségrégations socio-spatiales et des dissensions politiques. C'est d'ailleurs sur ce dernier aspect que l'on peut saisir l'inadéquation d'une grande partie des militant·es étudiant·es mobilisé·es avec l'imaginaire de Nuit debout comme lieu de rassemblement ouvert à tous et à toutes. La présence d'électeurs du Front National et d'individus soupçonnés de défendre des thèses d'extrême droite et conspirationnistes fut le déclencheur d'altercations.

La tenue des assemblées permettait quant à elle de mettre en lumière un espace fortement normé et une fragmentation sociale, qu'il s'agisse de gestes codifiés pour exprimer un désaccord, applaudir, exprimer son acquiescement, signifier un propos offensant plutôt que d'interrompre le propos en cours, comme des modalités de distribution de la parole souvent enfreintes par des participants et participantes ne disposant pas des codes du dispositif et du cadre assembléiste.

Il nous apparaît que Nuit Debout semble avoir déployé un imaginaire moins orienté par un antagonisme à la production étatique de l'espace que vers une volonté de réformer la démocratie, en témoigne la forte importance des commissions dites « Démocratie » et « Constituante »<sup>13</sup>. Cette appropriation de l'espace dominé a su montrer ses limites notamment par la reproduction des caractéristiques de ce que Lefebvre nomme espace abstrait. La mobilisation de catégories générales telles que celles de citoyens et citoyennes a continué de produire une subjectivation citoyenne entravant la perception des différences de classes, l'expression des dissensions politiques dans un contexte de lutte.

Il semble possible d'interpréter le mouvement de Nuit Debout comme l'expression d'une certaine revendication au « droit à la ville » (Lefebvre, 1968). À n'en pas douter, nous avons pu observer la remise en cause de la conception et de l'usage dominant de l'espace, et qui, comme le dit David Harvey (2015) en reprenant la théorie lefebvrine d'un mouvement révolutionnaire :

« Il s'agit d'un rassemblement spontané se produisant dans un moment d' "irruption" et où des groupes hétérotopiques disparates voient soudain, ne fût-

---

<sup>13</sup> Celle-ci se proposant de repenser la Constitution pour garantir un exercice politique plus démocratique et moins dysfonctionnel.

ce que fugacement, les possibilités d'une action collective pour créer quelque chose de radicalement différent » (p.21).

Si, comme nous le soulignons, Nuit Debout n'a rien d'un mouvement spontané, ses assemblées ont pu être le lieu à partir duquel se sont déployées des imaginaires disparates, parfois diamétralement opposés ou minoritaires, plus ou moins radicaux. Le déploiement de formes de solidarité et d'entraide, les références à des formes de démocraties moins hiérarchisées ne doivent cependant pas occulter des formes de reproductions des disjonctions et des fragmentations propres à la conception dominante de l'espace. Sans doute conviendrait-il d'analyser les places de Nuit Debout comme prises au piège dans l'espace des représentations et d'une difficulté de subvertir cet espace dominé, cependant qu'elles ont parfois constituées des points de relais des luttes, des espaces de convergences et réappropriation de la ville<sup>14</sup>.

### 3. Vivre son espace en jaune ou « Gilet jauner » l'espace caennais

À l'opposé du caractère central de Nuit Debout, la naissance du mouvement des Gilets jaunes semble d'abord s'inscrire dans des espaces périurbains et dans une dynamique globale de la relégation des classes populaires des centres urbains. On voit nettement, selon l'INSEE (RP 2017), à titre d'exemple, une surreprésentation des cadres et professions intellectuelles supérieures dans la commune de Caen par rapport à la moyenne française, alors que les ouvriers et ouvrières sont de leur côté surreprésentés dans des communes souvent « pauvres » au sud et à l'est de Caen. Pour notre échantillon<sup>15</sup>, la majorité de nos enquêtés Gilets jaunes habitent dans des communes de l'agglomération caennaise, ou pour certains dans des « quartiers populaires ».

Les processus de l'urbanisme<sup>16</sup> hégémonique créent toujours des « excroissances périphériques qui s'ajoutent aux centres des villes » (2000, p. 171). Cela nous renseigne non seulement sur les dynamiques urbanistiques qui relèguent les classes moyennes (notamment inférieures), les classes populaires et autres fractions des dominées de l'immigration postcoloniale (Slaouti, Le Cour Grandmaison, 2020) hors de la ville centre, mais aussi sur les usages qui peuvent être faits de ces lieux conçus pour rythmer les *pratiques spatiales*<sup>17</sup>. Tout au long

<sup>14</sup> À savoir que chez Harvey (2015) : « revendiquer le droit à la ville [...] c'est revendiquer une forme de pouvoir de façonnement fondamental et radical sur les processus d'urbanisation, sur la manière dont nos villes sont créées et recrées. » (p.30).

<sup>15</sup> Enquête qualitative menée par C. Elalaoui (cf. Introduction).

<sup>16</sup> H. Lefebvre (1970) précise que : « Avec l'ère urbaine [...] le tissu urbain se généralise, et l'on pourrait parler de l'urbanisation complète de la société, à travers l'éclatement de la ville traditionnelle, si ce terme n'avait un sens douteux. En effet, beaucoup de gens entendent par ce mot l'extension de « l'urbanisme » ; or il y a lieu de penser qu'au contraire « l'urbanisme » masque et bloque le développement urbain ; il ne fut et n'est encore qu'un moyen de la rationalité industrielle (celle de l'entreprise comme organisation et institution) pour se prolonger et survivre en dominant la pratique urbaine comme l'industrie a dominé la nature. » (p.159).

<sup>17</sup> Entendues comme « l'assujettissement de la société entière à la *pratique politique*, au pouvoir d'État » (Lefebvre, 2000, p.15).

de nos observations<sup>18</sup>, il nous est apparu que les Gilets jaunes ne s'approprient pas la ville de la même façon que les ronds-points.

Durant des manifestations qui se tenaient tous les samedis, les Gilets jaunes défilaient dans le centre-ville caennais entre différentes rues et boulevards, sous les yeux suspicieux des commerçant·es et autres habitant·es, le temps d'une demi-journée ou d'une matinée<sup>19</sup>. L'une des raisons expliquant la difficulté de faire un autre usage de l'hyper-centre caennais ne tient pas tellement à sa composition sociologique, mais à sa fonctionnalité, en somme à sa *conception*. Il est un espace de travail, de commerce, mais aussi de consommation et circulation continue de la marchandise. Il est aussi, pour reprendre une expression lefebvrienne, un « espace répressif » (2020, p.159). À partir du moment où les Gilets jaunes ont commencé à se l'approprier en multipliant les répertoires : des actions en même temps que des débats démocratiques<sup>20</sup>, ou pendant les moments de conflictualité qui ont caractérisé les premiers mois du mouvement (en décembre 2018 et janvier 2019, notamment), les forces de l'ordre (FDO) ont commencé à intervenir sévèrement et systématiquement, jusqu'à son interdiction complète par arrêté préfectoral du 06/04/2019 pour l'*Acte 21*. La ville comme totalité<sup>21</sup> a contribué à épuiser les ressources du mouvement des Gilets jaunes. Il s'agit d'un espace hautement normé, d'où la nécessité d'intervenir systématiquement et immédiatement pour rappeler la souveraineté de l'État sur ce dernier. Il nous est apparu dès lors que la décrue numérique des participant·es dans les manifestations coïncide précisément avec l'interdiction du centre-ville, passant de quelques milliers à seulement 500 personnes défilant hors périmètre interdit le 06/04/2019. Ce nombre ne cessera pas de décroître depuis.

Le rond-point est aussi à inscrire dans cet espace social, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'espaces vides, ou d'un ensemble de grappes qui relie les différents réseaux urbains et périphériques, mais d'un espace *sécrité* (2000, p.48), un espace abstrait qui permet la circulation des flux humains et marchands. Jeanine<sup>22</sup> a longuement développé au cours de notre entretien ce qu'elle souhaitait faire ce 17 novembre 2018 sur le rond-point : « *on veut bloquer l'économie* », « *filtrer*

---

<sup>18</sup> D'une manière régulière entre le 17 novembre 2018 que constitue l'*Acte 1* du mouvement des Gilets jaunes et le 31/08/2019 pour l'*Acte 42*. S'ensuit une période où les observations s'éparpillent en fonction des événements. Notre dernière visite du terrain date de la soirée du 28 octobre 2020 d'un de nos ronds-points se situant à l'est de Caen où quelques Gilets jaunes se sont retrouvés autour d'un feu très vite éteint par une averse.

<sup>19</sup> Les heures de rassemblements et de cortèges sont débattues en assemblée générale. Il a ainsi été décidé qu'à partir de l'*Acte 13*, le 09/02/2019, le rassemblement hebdomadaire aura lieu à 14h au lieu de 10h.

<sup>20</sup> Sur l'une des grandes places symboliques de la ville caennaise sur le thème de « Quoi faire ensuite ? » en mois de février, à titre d'exemple.

<sup>21</sup> Selon Lefebvre (1970) : « La ville projette sur le terrain une société tout entière, une totalité sociale ou une société considérée tout entière, une totalité sociale ou une société considérée comme totalité, y compris sa culture, ses institutions, son éthique, ses valeurs, en bref ses superstructures, y compris sa base économique et les rapports sociaux qui constituent sa structure proprement dite. » (p.147)

<sup>22</sup> Prénom changé.

*les voitures* » et « *bloquer [pour un temps] les camions* ». Elle appartient à cette fraction populaire du mouvement, sans diplôme et qui se retrouve au chômage. En parlant de filtration des voitures, donc potentiellement d'automobilistes tout à fait ordinaires vacant à leurs préoccupations quotidiennes, elle saisit précisément, avec son groupe de Gilets jaunes, le fond du problème. Il s'agit de ralentir l'approvisionnement de certaines raffineries, grandes surfaces et autres usines, et non pas des individus ordinaires qui peuvent être autant dans la difficulté que les Gilets jaunes. Cet espace *conçu* – à l'origine pour connecter et fluidifier les flux – est transformé par les pratiques et les usages d'une fraction de la population qui n'est pas accoutumée aux techniques d'occupation (la majorité de nos enquêtées, déclarent ne pas avoir d'expérience politique précédente au 17 novembre 2018. Aspect souligné aussi par le collectif « jaune vif », dont nous faisons partie, avec d'une population faisant sa première expérience d'un mouvement social : 46% sur les ronds-points contre 29% dans les manifestations<sup>23</sup>). S'approprier ces lieux a consisté concrètement en l'émergence d'une base de solidarité désagrégée par la division sociale du travail. Les formes d'émulation – ou d'*effervescence* pour évoquer un terme durkheimien – nées le 17 novembre 2018 sur le rond-point appellent la métaphore de la ruche<sup>24</sup>. Sauf qu'à la différence des abeilles, les Gilets jaunes ne s'appliquent pas à travailler pour produire, mais à être visibles, à exister, d'où le slogan « *On est là !* ». Les pratiques des Gilets jaunes peuvent aller d'un petit feu de palettes pour réchauffer des vies brisées, jusqu'à la nourriture partagée. Ainsi, comme le dit Margot, une autre enquêtée Gilet jaune d'une trentaine d'années et en situation d'invalidité : « *beaucoup de gens mangeaient à leur faim grâce au rond-point* ».

Différentes formes de délibérations s'expérimentent aussi dans ces espaces vécus. Sur certains de nos ronds-points, nous avons observé une absence d'assemblées citoyennes<sup>25</sup>. Il s'agissait surtout d'une forme de délibérations où les décisions étaient prises spontanément, non parfois sans tensions. Il est intéressant de voir que la durée l'occupation *Rond-Point Pacifique*<sup>26</sup>, qui se situe dans l'agglomération caennaise, est intimement liée au groupe qui l'a occupé. Il s'agit de l'un des ronds-points appropriés depuis le 17 novembre 2018. Il se compose d'un noyau dur d'une trentaine de personnes qui l'occupent régulièrement et de quelques passages ponctuels. Sur ce dernier, les profils se configurent selon la journée, le soir, ou les week-ends. Ainsi les

<sup>23</sup> Enquête *in situ* par questionnaire auprès de N=1333 Gilets jaunes (avec un appareillage des questionnaires du collectif caennais).

Le collectif « jaune vif » a été créé à Bordeaux autour de Magali Della Sudda (CR, CNRS).

<sup>24</sup> Il est d'autant frappant de voir que durant l'une des longues journées que nous avons observées, une Gilet jaune était précisément déguisée en abeille...

<sup>25</sup> Exception faite d'une journée de mobilisation nationale où une assemblée générale s'est tenue sur un rond-point à la périphérie de Caen le 04 mai 2019.

<sup>26</sup> Les noms des lieux ont été modifiés.



retraité·es<sup>27</sup> constituent la catégorie la plus présente durant la journée, alors que le soir arrivent celles et ceux qui travaillent. Le week-end est le moment où : « *on se retrouvait tous* » comme le précise Vido, un autre enquêté d'une cinquantaine d'années, au chômage. La longue occupation de ce rond-point s'explique aussi par les rapports avec les FDO. Étant plus confrontés quotidiennement à la gendarmerie qu'à la police nationale, les premiers « toléraient » les occupations dès lors que le groupe mobilisé ne bloquait pas la circulation. Ces rapports vont se reconfigurer et se dégrader tout au long de l'évolution des événements, notamment avec l'explosion des violences policières. Les modalités de décision se déclinaient sous forme de discussions de « personnes à personnes » tout en affirmant certains principes implicites qui soudent le groupe : « *pas de violences* », comme le précise Vido. Les soirs étaient des moments de festivité particuliers où les Gilets jaunes parlaient de leurs vies de manière décontractée et dessinaient les contours de ce qui serait « une société démocratique ».

Il est presque impossible que l'œil rate le marquage spatial qui émaille ce rond-point. Des autocollants jaunes aux quatre coins, un feu ou des braises, des affiches partout développant les revendications des Gilets jaunes ou appelant à une manifestation le samedi... Mais aussi distribuées aux automobilistes pendant les moments de filtrages.

Les cabanes comme « édifices symboliques » en sont l'élément matériel le plus parlant. Les fonctions des cabanes différaient d'un rond-point à l'autre. Sur certains, il s'agissait exclusivement d'une construction de fortune permettant de stocker la nourriture que les gens solidaires avec le mouvement ramenaient tout au long de la journée. Pour d'autres, il s'agissait d'une « maison », pour s'abriter du froid et de la pluie, comme le précise Margot. Sur le Rond-Point Pacifique, il y a eu trois cabanes. La première a été brûlée (l'auteur, autrice, de l'incendie demeure inconnu·e des Gilets jaunes), les deux dernières ont été détruites par les services de la mairie. Il n'y avait plus de cabanes au mois de janvier 2019. Il s'agissait d'un abri de fortune fabriqué en palettes et bâches, qualifié de « *confortable* » par les Gilets jaunes du rond-point, et qui servait à s'abriter des intempéries durant l'hiver ou à cacher les chaises et autres équipements.

Cette appropriation est productrice de nouveaux rapports à l'humain et au temps. Malgré leurs divergences sur certains points, notamment politiques<sup>28</sup>, les liens intenses ont noué des amitiés et des moments de partage. Les discussions autour des conditions matérielles d'existence brisent les tabous, alors qu'un chômeur, chômeuse, et un·e retraité·e se rendent compte que l'un·e et l'autre ne s'en sortent pas après une vie passée au travail ou par l'enchaînement de

---

<sup>27</sup> Il est intéressant de noter que la part des retraité·es s'élève à 34,2% (Insee, RP 2017) dans cette commune (pour 26,9% en France). Ce qui ouvre des pistes non seulement en termes d'articulation entre lieux de vie (domiciles) et espaces de mobilisation, mais témoigne d'une dégradation des conditions matérielles de ces catégories de la population les poussant ainsi à rejoindre le mouvement et à tenir longtemps dans la mobilisation.

<sup>28</sup> Ce qui n'est pas sans rappeler le recourt à « l'évitement du politique » (Hamidi, 2012).

contrats d'intérim et de travaux précaires. Ces moments sont aussi à inscrire dans une temporalité différente de celle de la production des biens et services (et de l'humain). Il ne s'agit plus de se conformer à des horaires particuliers, mais d'agir en fonction de la motivation collective, des conditions météorologiques et des rapports de force avec les autorités... L'espace et le temps sont imbriqués. Si chaque espace produit un temps, le rond-point produit aussi son temps. Il les aura délivrés – sur une temporalité certes très courte – du fardeau libéral qui fragmente les pratiques et produit des êtres calculateurs en compétition permanente pour survivre. Repenser le rond-point à cette échelle *micro-sociologique* (Lefebvre, 2000), nous permet de cerner de près ce que l'auteur qualifie de *critique de la vie quotidienne* (1961 ; 1958) et qui s'expérimente de façon locale. Lefebvre (1961) parlait ainsi de :

« La profondeur et la beauté vécues (non point contemplées ou vues comme un spectacle) sont des moments, conjonctures bouleversant merveilleusement les structures établies dans la quotidienneté pour leur substituer d'autres structures, imprévues celles-ci, et pleinement authentiques. » (p.70)

Si cette expérience transformatrice des espaces et des pratiques a eu ces limites et s'est reconfigurée tout au long du mouvement, il ne demeure pas qu'elle a affecté. *Affecter* au sens deleuzien (1980), entraînant les individus dans des *devenirs*, qui peuvent reproduire à chaque fois cette *puissance d'agir* dans d'autres espaces et d'autres configurations.

### Ouvrir au lieu de conclure

L'exercice auquel nous nous sommes adonnés constitue une tentative de parcourir un chantier très large, ce dernier visant à articuler luttes concrètes et théorie critique lefebvrienne à partir de nos deux terrains de recherche à Caen, en Normandie, en France métropolitaine.

Nos recherches sont encore en cours, notamment dans le cadre de la thèse de doctorat sur le mouvement des Gilets jaunes (2018-...). N'ayant pas encore de résultats stabilisés, il est important de souligner l'aspect exploratoire de la recherche sur le mouvement des Gilets jaunes. Dans cette lignée, la triade analytique lefebvrienne que nous avons mobilisée ne constitue ni une théorie abstraite, ni une modélisation des pratiques militantes. Elle permet d'appréhender les stratégies d'occupation spatiale, tout en questionnant dialectiquement la conception initiale de l'espace social et surtout ce que Lefebvre (2000) appelle *espaces de représentations* (1), c'est-à-dire :

« L'espace vécu à travers les images et symboles qui l'accompagnent, donc espaces des « habitants », des « usagers », mais aussi de certains artistes et peut-être de ceux qui décrivent et croient seulement décrire : les écrivains, les philosophes. C'est l'espace dominé, donc subi, que tente de modifier et d'approprier l'imagination. Il recouvre l'espace physique en utilisant symboliquement ses objets. De sorte que ces espaces de représentation tendraient (mêmes réserves que précédemment) vers des systèmes plus ou moins cohérents de symboles et signes non verbaux. » (p. 49)

Les mouvements sociaux, en secrétant leurs espaces, en s'appropriant des lieux et en les détournant de leurs fonctions tentent souvent de se libérer du temps institué et d'entraver la reproduction des différents rapports sociaux, entre autres de production. Si la dimension vécue et les espaces de représentations ont plus largement suscité notre interrogation, c'est en tant que niveau dialectique articulé au conçu et au perçu, aux représentations de l'espace et aux pratiques spatiales.

Ce qui nous a intéressés en premier lieu, c'est la manière dont le mouvement Nuit Debout, en revendiquant une appropriation de l'espace public, a montré une relative adéquation avec les représentations dominantes de l'espace. Dans le contexte d'« état d'urgence » menaçant les rassemblements, les Nuits Debout prennent un sens particulier dans la défense des droits et libertés de même que la critique de dérives démocratiques. Peut-on dire que les occupations de Nuits debout ont entravé la circulation et le quotidien capitaliste ? Pas directement. En tant qu'espaces de représentations, les places de Nuit Debout ont permis d'esquisser de nouvelles pratiques, d'innover en matière de formes nouvelles de socialisation et d'entraide, et ce, pendant que se reproduisaient des logiques propres à la conception dominante de l'espace de l'urbanisme fragmentaire et ségrégatif. De la même manière, les horaires et les jours choisis pour organiser les Nuits Debout démontrent une concordance avec l'emploi capitaliste du temps. L'espace politique se vit et se représente à travers Nuit Debout comme une temporalité parallèle de l'économique.

Le temps de l'assemblée n'offre pas de rupture avec l'emploi du temps. On peut cependant noter que si la majorité des Nuits Debout n'ont pas été des temporalités entravant la circulation et le quotidien capitaliste, c'est lorsque le mouvement quittait sa place qu'il montrait sans doute plus d'antagonisme à l'espace dominant.

À la différence peut-être du mouvement des Gilets jaunes, Nuit Debout ne nous paraît pas être parvenu complètement à produire un espace *différentiel* (Lefebvre, 2020) du fait même d'une domination des représentations entravant la mise en lumière des contradictions entre la pratique spatiale et la conception urbaine de l'espace. Les places de Nuit Debout ne semblent donc pas avoir été des espaces antagoniques à la reproduction des rapports sociaux, notamment de production, ne s'attaquant que faiblement à l'espace abstrait malgré une volonté de mettre en accusation une minorité possédante et de revenir à la place comme agora plutôt que comme place du marché (Lefebvre, 1970).

Le choix des ronds-points comme lieu d'occupation par les Gilets jaunes peut, comme cela a été souligné plus haut, être analysé comme un espace hautement signifiant – d'abord d'action collective et secondairement de solidarité ordinaire, au jour le jour – dans la pratique spatiale de nombreux Gilets jaunes, points d'entrée vers les espaces urbains, espace conçu purement fonctionnels articulant les trajets domicile-travail, domicile-loisir, etc., dont les représentations ne se perdent pas dans le symbolique ni l'imaginaire. En s'appropriant ces lieux, les Gilets jaunes ont fait des ronds-points des lieux de déploiement d'un temps qualitatif, un espace vécu, et inaugurant de nouvelles pratiques spatiales et sociales. Dans les représentations générales des acteurs et actrices des mouvements sociaux, souvent de gauche et urbains, il n'était pas pensable de s'approprier ces lieux. Les explications à la naissance du mouvement des Gilets jaunes au sein de ces espaces « périphériques » et « périurbains » sont multiples, et nous en avons esquissé quelques pistes *supra*, notamment la composition sociodémographique et politique du mouvement; lieux d'habitation périurbains et la nature des trajets parcourus, etc. Cette appropriation a fait la force du mouvement des Gilets jaunes. Elle a ceci de particulier qu'elle a marqué une coupure avec les représentations de l'espace conçu comme lieux de transition de l'humain et de la marchandise, lieux du « non politique », « non lieux » du capitalisme, pour en faire des espaces vécus, différentiels, où des vies brisées se socialisent et créent une temporalité propre au mouvement. Les Gilets jaunes ont inscrit de nouveaux rapports humains dans ces ronds-points, avec des stratégies<sup>29</sup> de subversion surprenantes au regard des lieux traditionnels de mobilisation des mouvements sociaux.

---

<sup>29</sup> Il est assez révélateur aussi que les occupations s'opéraient sans déclarations préalables de rassemblements ou de manifestations auprès des autorités en rupture avec ce qui se faisait avant.

Ceci dit, nous demeurons néanmoins prudents quant aux interprétations que nous pouvons donner à ces mouvements. Il s'agit ici d'esquisser encore une fois des pistes et ne pas enfermer les mouvements sociaux, notamment le mouvement des Gilets jaunes. La raison est d'une part que ce mouvement continue d'exister et de *résister* malgré l'affaiblissement drastique qui va jusqu'à sa presque disparition dans certains départements ; et d'autre part, la recherche sociologique sur ce dernier est toujours en cours d'élaboration.

### **Remerciements**

Nous tenons à remercier chaleureusement Morgane Esnault (géographe) ; Antonin Girardin (géographe) ; Salvador Juan (sociologue) ; de leurs relectures avisées qui nous ont permis d'avancer et Maxence Silly (sociologue) pour sa relecture et son aide en espagnol.

## Bibliographie

### Livres, chapitres d'ouvrages

Collectif Aouh aouh aouh. (2020). *La Révolte des gilets jaunes : Histoire d'une lutte de classes*. Toulouse, France : Niet-éditions.

Combes, H., Garibay, D., Goirand, C (Dir.) (2015). *Les Lieux de la colère: occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*. Paris, Aix-en-Provence, France : Éditions Karthala ; Sciences Po Aix.

Deleuze, G., & Guattari, F. (1980). *Capitalisme et schizophrénie. Tome 2 : Mille Plateaux*. Paris, France : Éditions de minuit

Durkheim, E. (2014). *Les Formes élémentaires de la vie religieuse : le système totémique en Australie*. Paris, France : CNRS Éditions.

Elalaoui, C., Frémont, C., Pauchard, L., & Walker E. (2021). Qui sont les Gilets jaunes mobilisés à Caen ? ; Les Gilets jaunes à Caen : appropriation de l'espace et socialisation politique. Dans Bergel, P., Caro, P., & Fournier, J.-M. (dir.). *Atlas social de Caen*. Rennes, France : Presses Universitaires de Rennes.

Fillieule, O., Mathieu, L. & Péchu, C. (dir.) (2020). *Dictionnaire des mouvements sociaux*. 2<sup>e</sup> édition mise à jour et augmentée. Paris, France : Presses de Sciences Po.

Gilets jaunes : Des clés pour comprendre. (2018). [https://www.syllepse.net/syllepse\\_images/gilets-jaunes--des-cles-pour-comprendre.pdf](https://www.syllepse.net/syllepse_images/gilets-jaunes--des-cles-pour-comprendre.pdf)

Harvey, D. (2015). *Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine*. Paris, France : Buchet Chastel.

Jeanpierre, L. (2019). *In Girum*. Paris, France : La Découverte.

Lefebvre, H. (1958). *Critique de La Vie Quotidienne. Tome 1 : Introduction*, Paris, France : L'Arche.

Lefebvre, H. (1961). *Critique de la vie quotidienne. Tome II Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*. Paris, France : L'Arche 1961.

Lefebvre, H. (1965). *La Proclamation de la commune*, Paris, France : Éditions Gallimard.

Lefebvre, H. (1968 et 1972). *Le Droit à la ville (suivi de Espace et politique)*. Paris : Édition Anthropos.

Lefebvre, H. (1970). *Du Rural à l'urbain*. Paris, France : Anthropos.

Lefebvre, H. (1970/2). *La Révolution urbaine*, Paris, France : Gallimard.

Lefebvre H., (1973). *La Survie du capitalisme. La re-production des rapports de production*, Paris, France : Éditions Anthropos.

Lefebvre, H. (2000). *La Production de l'espace*, Paris, France : Éditions Anthropos.

Lefebvre, H. (2020). *Le Manifeste différentialiste*, Caen, France : Éditions Grevis.

Mathieu, L. (2012). *L'Espace des mouvements sociaux*. Bellecombe-en-Bauges, France : Éditions du Croquant.

Pigenet, M., & Tartakowsky, D. (2014). *Histoire des mouvements sociaux en France*. Paris, France : La Découverte.

Slaouti, O. & Le Cour Grandmaison, O. (2020). *Racismes de France*. Paris, France : La Découverte.

Tilly, C. & Tarrow, S. (2015). *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*. Paris, France : Presses de la fondation nationale des sciences politiques.

Tilly, C. (1986). *La France conteste: de 1600 à nos jours, L'espace du politique*. Paris, France : Fayard.

Touraine, A. (1978). *La Voix et le regard*. Paris, France : Éditions du Seuil.

### Articles

Baciocchi, S. et alii. (2020). Qui vient à Nuit Debout ? Paris place de la République, avril-juin 2016. Trois méthodes pour une question. *Sociologie*, 11(3), pp.251-266. doi : 10.3917/socio.113.0251

Bennani-Chraïbi, M. & Jekhllaly, M. (2012). La dynamique protestataire du Mouvement du 20 février à Casablanca. *Revue française de sciences politiques*, 62(5), p.867-894. doi : 10.3917/rfsp.625.867

Blavier, P. & alii. (2017). Déclassement sectoriel et rassemblement public. Éléments de sociographie de Nuit debout place de la République. *Revue Française de Sciences politiques*, 67(4), pp.675-693. doi : 10.3917/rfsp.674.0675

Blavier, P. & Walker, É.(2021) « Saisir la dimension spatiale du mouvement des `` Gilets jaunes '' : sources, méthodes et premiers résultats », s. d., 41.

Raphaël Challier, (2019) 'Rencontres aux ronds-points', La Vie des idées, 2019Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes & al. (2019). Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes. *Revue française de science politique*, 69(5), p.869-892. Repéré à <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2019-5-page-869.htm>

Combes, H., Hmed, C., Mathieu, L. & al. Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux, *Politix*, 1(93), p.7-27. doi : 10.3917/pox.093.0007

Costes, L. (2010). Le Droit à la ville de Henri Lefebvre : quel héritage politique et scientifique ? *Espaces et sociétés*, 1(140-141), p.177-191. doi : 10.3917/esp.140.0177

Guichoux, A. (2016). Nuit debout et les « mouvements des places » désenchantement et ensauvagement de la démocratie. *Les Temps Modernes*, 5(691), p.30-60. doi : 10.3917/ltm.691.0030

- Hamidi, C. (2012) 'De quoi un cas est-il le cas ? : Penser les cas limites', *Politix*, n° 100.4
- Hmed, C. & Jeanpierre, L. (2016). Révolutions et crises politiques au Maghreb et au Machrek. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1(211-212), p.4-23. doi : 10.3917/arss.211.0004.
- Lefebvre, H. (1989). Quand la ville se perd dans la métamorphose planétaire. *Le Monde diplomatique*, (422) p.16-17
- Lefebvre, H. & Burgel, G. (1983). Henri Lefebvre répond à Villes en parallèle. *Villes en parallèle*, (7), p.51-63.
- Mathieu, L. (2007). L'espace des mouvements sociaux. *Politix*, 1(77), p.131-151. doi : 10.3917/pox.077.0131
- Matonti, F. & Poupeau, F. (2004). Le capital militant. Essai de définition. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5(155), p.4-11. doi : 10.3917/arsss.155.0004.
- Melluci, A. (1983). Mouvements sociaux, mouvements post-politiques. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, 10(50), p.13-30. doi : 10.7202/1034652ar
- Martinache, I. (2019) L'impouvoir d'achat', *La Vie des idées*.
- Offerlé, M. (2008). Retour critique sur les répertoires de l'action collective ( XVIIIe - XXIe siècles). *Politix*, 1(81), p.181-202. doi : 10.3917/pox.081.0181
- Pleyers, G. & Glasius, M. (2013). La résonance des « mouvements des places » : connexions, émotions, valeurs. *Socio*, (2). doi : 10.4000/socio.393
- Ripoll, F. (2005). S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ? Une vue des mouvements sociaux contemporains. *Noroi*, 2(195), p.3. doi : 10.4000/noroi.489
- (1994). *Espaces et sociétés*, (76).
- (2020). Une politique expérientielle – Les gilets jaunes en tant que « peuple » - Entretien avec le sociologue Michalis Lianos », *lundimatin*, Repéré à <https://lundi.am/Une-politique-experientielle-Les-gilets-jaunes-en-tant-que-peuple>.

### Thèses et mémoires

- Elalaoui, C. (2018). *Action et contestation : la dynamique contestataire du mouvement du 20 février au Maroc*. (Mémoire Master 2 en sociologie, Université de Caen Normandie, Caen).
- Lariagon, R. (2018). *Dimensión territorial de las experiencias estudiantiles : entre dominación, conflicto y emancipación en la Universidad Tecnológica de la Costa Grande de Guerrero (Petatlán, GRO, México) y en la Facultad de Filosofía y Letras de la Universidad Nacional Autónoma de México (DMX, México)*. (Thèse de Doctorat en géographie sociale, Université de Caen Normandie, Caen). Repéré à <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02018876>.



Walker, E. (2018). *Quand la ville ne dort pas : s'appropriier l'espace-temps hypercentral nocturne par et autour de l'usage récréatif. Les exemples de Caen et Rennes. (Pour une approche aussi sonore des rapports sociaux de proximité)*. (Thèse de Doctorat en géographie sociale, Université de Caen Normandie, Caen).  
Repéré à <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02280750v2/document>